

# Bruxelles: Vervoort défend son budget, mais demande un autre mode de financement

Extraits. Article complet pour les abonnés à Trends Tendances.

<https://trends.levif.be/a-la-une/politique-economique/bruxelles/bruxelles-vervoort-defend-son-budget-mais-demande-un-autre-mode-de-financement/>

Le ministre-président bruxellois plaide pour une adaptation du cadre de financement régional pour y inclure, dans un fédéralisme de coopération mature, une fiscalisation partielle sur le lieu de travail.

Le gouvernement bruxellois a fixé de manière responsable une limite qui permettra de **retrouver l'équilibre budgétaire au cours de la prochaine législature** mais aussi de consolider les politiques majeures qu'il a pu mener pour donner corps aux ambitions de sa déclaration de législature, a déclaré jeudi le ministre-président bruxellois Rudi Vervoort.

Lisant sa déclaration de politique générale devant les députés régionaux réunis en séance plénière du parlement, il a une nouvelle fois **plaidé pour une adaptation du cadre de financement régional** pour y inclure, dans un fédéralisme de coopération mature, une fiscalisation partielle sur le lieu de travail.

## Pas d'équilibre budgétaire

Rudi Vervoort a davantage axé sa dernière allocution de législature sur le bilan de son gouvernement que sur les projets à concrétiser au cours des prochains mois. Il est vrai que **sans revenir à l'équilibre budgétaire qu'aurait souhaité le ministre du Budget Sven Gatz** (Open Vld), l'exécutif régional a donné un coup de volant à plus de 90 degrés pour réduire le déficit annuel. Celui-ci a annoncé dimanche dernier un accord pour réaliser quelque 200 millions d'euros d'économies et de réformes.

« L'effet des crises (Corona, Ukraine, énergie, NDLR) étant à présent moindre, **il fallait absolument infléchir la trajectoire budgétaire en diminuant les déficits**, pour revenir vers l'équilibre. Pour redresser nos finances publiques bruxelloises, le ministre du Budget a proposé un plafond d'endettement, qu'il avait abordé avec l'agence de notation Standard & Poor's. Celui-ci a finalement été fixé à 210%. Notre gouvernement, ainsi que le prochain, devront veiller à ce que ce plafond continue à baisser. Mais d'ores et déjà, la limite est fixée », a souligné Rudi Vervoort.

Selon lui, cela permet de retrouver le cap d'un équilibre budgétaire « au cours de la prochaine législature, » et de viser à « clôturer le budget 2024 avec un meilleur résultat que l'année 2023 ».

(...)